



## **Discours de la Présidente von der Leyen à la plénière du Parlement européen sur les conclusions du Conseil européen des 24 et 25 mars 2022, y compris les dernières évolutions de la guerre en Ukraine et les sanctions de l'UE contre la Russie ainsi que leur mise en œuvre**

Strasbourg, le 6 avril 2022

Merci Madame la Présidente, chère Roberta,

Monsieur le Président, cher Charles,

Monsieur le Haut Représentant, cher Josep,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Il y a sept semaines à peine, Boutcha était une banlieue agréable et tranquille des faubourgs de Kiev. Mais la semaine dernière, c'est l'humanité elle-même qui a été tuée à Boutcha. Elle a été tuée de sang-froid, exécutée les mains liées et une balle dans la tête. On l'a laissée pourrir au milieu de la rue ou dans des fosses communes. Nous avons tous vu les images obsédantes, terrifiantes, de Boutcha. Et nous avons entendu les témoignages de ceux qui parlent à nouveau librement, maintenant que l'armée russe est partie. «Ils ont tiré sur tous ceux qu'ils ont vus», a dit un témoin à propos des soldats de Poutine. Voilà ce qui se passe, Mesdames et Messieurs les Députés, quand les soldats de Poutine occupent le territoire ukrainien. Ils appellent cela une libération. Nous, nous appelons cela des crimes de guerre. Et c'est bien ainsi qu'il faut les appeler.

L'Union européenne a mis en place une équipe commune d'enquête avec l'Ukraine pour recueillir des preuves et des témoignages sur le terrain. Nous demanderons des comptes aux responsables des crimes de guerre. Leurs auteurs doivent payer. Après Boutcha, plus que jamais, l'Europe se tient résolument aux côtés de l'Ukraine. Nous nous tenons aux côtés des Ukrainiens dans leurs villes dévastées et leurs abris anti-bombes. Nous nous tenons à leurs côtés dans leur Parlement, entouré de sacs de sables et de barricades. Nous nous tenons aux côtés des millions de personnes qui fuient les envahisseurs. Et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour faire en sorte qu'ils puissent rentrer chez eux en toute sécurité. C'est le message que le HR/VP Borrell et moi-même transmettrons au Président Zelenskyy lors de notre visite à Kiev à la fin de cette semaine.

En ce moment critique de la guerre, nous devons de nouveau accroître la pression sur Poutine et sur le gouvernement russe. C'est pourquoi nous proposons de renforcer encore davantage nos sanctions. Le cinquième paquet compte six piliers. Premièrement: nous imposons une interdiction des importations de charbon en provenance de Russie, qui valent 4 milliards d'euros par an. Enfin. Il était grand temps de prendre cette mesure. C'est la première fois que nous sanctionnons directement l'importation de combustibles fossiles venant de Russie, supprimant ainsi une importante source de revenus. Deuxièmement: une interdiction totale des transactions pour quatre banques majeures de Russie dont la VTB, la deuxième plus grande banque russe. Ces quatre banques, que nous coupons désormais totalement des marchés, représentent 23% de la part de marché du secteur bancaire russe. Cela affaiblira encore davantage le système financier de la Russie.

Troisièmement: l'interdiction pour les navires russes et les navires exploités par des Russes d'accéder aux ports de l'UE. Nous proposerons aussi une interdiction frappant les transporteurs routiers russes et biélorusses. Cette interdiction limitera considérablement les possibilités pour l'industrie russe de se procurer des biens essentiels. Les quatrième et cinquième piliers concernent les importations et les exportations. Quatrièmement: de nouvelles interdictions d'exportations ciblées, d'une valeur de 10 milliards d'euros, dans des domaines où la Russie est vulnérable. Cela va de l'informatique quantique aux technologies avancées, aux semi-conducteurs, aux machines et au matériel de transport. Nous continuerons ainsi à saper la base technologique et la capacité industrielle de la Russie.

Cinquièmement: de nouvelles interdictions spécifiques sur les importations, d'une valeur de 5,5 milliards d'euros, pour bloquer le flux d'argent de la Russie et de ses oligarques, sur des produits allant du bois au ciment, et des fruits de mer à l'alcool. Ce faisant, nous supprimons aussi les

échappatoires entre la Russie et la Biélorussie.

Et sixièmement: des mesures très ciblées, comme l'interdiction générale que des entreprises russes participent à des marchés publics dans les États membres, ou une exclusion de tout soutien financier, qu'il soit européen ou national, à des organismes publics russes. Parce que, Mesdames et Messieurs les Députés, l'argent des contribuables européens ne doit pas aller à la Russie sous quelque forme que ce soit. Et c'est pourquoi nous devons être fermes dans nos mesures et cohérents dans nos sanctions, que nous devons graduellement renforcer. Nos sanctions sont sévères en ce qu'elles limitent les options politiques et économiques à la disposition du Kremlin. Et elles sont intelligentes, parce qu'elles pénalisent la Russie bien plus qu'elles ne nous pénalisent. Mesdames et Messieurs les Députés, ces sanctions ne seront pas les dernières que nous prenons. Je l'ai déjà dit hier: oui, nous avons maintenant interdit les importations de charbon. Mais à présent, nous devons envisager des mesures sur le pétrole, nous devons envisager de cibler les revenus que la Russie tire des combustibles fossiles. Nous devons réellement faire un effort, par exemple par une participation à un compte de garantie bloqué, de façon à réellement limiter les revenus que la Russie tire des combustibles fossiles. Cette guerre doit cesser, et c'est la prochaine mesure que nous devons prendre ensemble.

Plus de 40 pays appliquent des sanctions de ce type. Et nous attendons des autres pays qu'ils respectent nos mesures ou, tout du moins, qu'ils ne contournent pas ni ne compromettent les sanctions que nous prenons. Tel a été notre message à la Chine lors de notre Sommet de vendredi dernier. Nous avons clairement indiqué combien il était essentiel pour nous en Europe, mais aussi pour le reste du monde, d'adopter une position claire. Une position claire contre le choix de la guerre fait par Poutine, contre les massacres de civils et contre la violation des principes fondamentaux de l'ordre mondial. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine a une responsabilité particulière dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Personne ne peut rester neutre face à une telle agression brutale contre des civils. Ce n'est pas seulement une guerre limitée à l'Europe que la Russie a déclenchée. Cela déterminera également la manière dont nous réagirons, à l'échelle mondiale, à de telles violations du droit international à l'avenir. Et la Chine aussi doit clairement se positionner à ce sujet.

Mesdames et Messieurs les Députés,

L'Europe est plus que jamais résolue aujourd'hui à défendre les principes qui nous sont les plus chers. Et dans ce but, nous devons également nous protéger des effets de cette guerre. C'est vrai pour l'énergie. Nous devons nous libérer de notre dépendance aux combustibles fossiles. Et pour ce faire, nous devons diversifier nos sources d'approvisionnement en énergie en nous affranchissant de la Russie. Sur la base des travaux du Conseil de l'énergie de l'UE, le Président Biden et moi-même venons de lancer un nouvel accord. Celui-ci comporte trois volets. Premièrement, du côté de l'offre, les États-Unis nous fourniront au moins 15 milliards de mètres cubes supplémentaires de GNL cette année. Ce complément pourrait nous permettre de remplacer cette année le GNL que nous recevons de Russie. Deuxièmement, pour les prochaines années, nous visons au moins 50 milliards de mètres cubes supplémentaires par an. Cela nous permettra de remplacer au moins un tiers du gaz naturel russe arrivant par pipeline en Europe. Et troisièmement, nous unissons nos efforts pour construire un avenir plus vert et atteindre la neutralité climatique. Ces éléments sont indissociables. Nous coopérons avec notre industrie à forte intensité énergétique pour réduire encore la demande. Il est essentiel que nous nous préoccupions de l'efficacité énergétique. Et la bonne nouvelle est que l'infrastructure que nous utilisons pour le gaz aujourd'hui pourra être utilisée ou réaffectée pour l'hydrogène propre dans le futur. Les États-Unis et l'Union européenne n'ont donc pas seulement collaboré étroitement à l'élaboration d'une réponse efficace et déterminée à la guerre menée par la Russie. Nous nous soutenons aussi mutuellement dans la transition vers une énergie verte.

Mesdames et Messieurs les Députés,

En ces temps sombres, une chose me rend vraiment fière. Des citoyens des quatre coins de notre Union ont retroussé leurs manches pour aider nos amis ukrainiens dans le besoin. Aujourd'hui, plus de 10 millions d'Ukrainiens sont déplacés à l'intérieur du pays ou cherchent un refuge à l'étranger. Il s'agit d'un quart de la population ukrainienne. L'essentiel de ce travail est effectué par les autorités locales. Il est effectué par les citoyens. C'est pourquoi nous avons mobilisé 3,4 milliards d'euros en fonds de cohésion pour répondre aux besoins les plus urgents. Pour des salles de classe, des lits d'hôpitaux et des aides à l'emploi dans les régions qui accueillent le plus grand nombre d'Ukrainiens.

Et le peuple polonais se montre ici extraordinaire. Le pays entier est solidaire de ses invités ukrainiens. C'est pourquoi nous organisons, avec le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, une conférence des donateurs pour l'Ukraine à Varsovie samedi prochain, pour les réfugiés ukrainiens en Ukraine et en dehors de l'Ukraine. Le Président Duda se joindra à nous. Avec notre campagne «Agir pour l'Ukraine», «Stand Up For Ukraine», menée en collaboration avec l'organisation internationale Global Citizen, nous mobilisons de l'aide pour les personnes qui fuient l'invasion de l'Ukraine. À nos

côtés, des citoyens, des sportifs, la société civile, des artistes comme Bono, U2, Madonna ou Chris, agiront pour l'Ukraine. Ils inviteront les gouvernements, ils inviteront le monde des affaires à se joindre à nos actions. Le courageux peuple ukrainien mérite la solidarité du monde entier.

Slava Ukraini. Vive l'Europe.

SPEECH/22/2321

Personnes de contact pour la presse:

[Eric MAMER](#) (+32 2 299 40 73)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)

Related media



[EP Plenary session - Key debate](#)

[Conclusions of the European Council meeting of 24-25 March 2022 - including the latest developments of the war against Ukraine and the EU sanctions against Russia and their implementation](#)

[Participation of Ursula von der Leyen, President of the European Commission, in the plenary session of the European Parliament](#)